

> Lire cet article sur le site web

Congo-Kinshasa: Plus d'actions positives pour les victimes des violences sexuelles

Congo-Kinshasa : Plus d'actions positives pour les victimes des violences sexuelles Jean- René Bompolonga DRC — Simon Bulupy, vice- premier ministre en charge des Postes, Téléphones et Télécommunications en République Démocratique du Congo, a demandé pardon au nom de tous les hommes, pour les exactions commises contre les femmes et exprimé le voeu de voir les hommes passer du simple verbe à l'action sur le terrain. C'était lors de l'ouverture des travaux de la deuxième consultation régionale sur la mise en oeuvre de la Résolution 1325 des Nations Unies dans la région des Grands lacs. Pour cela, il a préconisé la mise en place des stratégies à court, moyen et long termes à travers un travail organisé et des objectifs clairs. Ces assises organisées sous les auspices des ministères congolais, burundais et rwandais du Genre, Famille et Enfant, en collaboration avec l'ONG internationale « Femmes Afrique Solidarité » (FAS), étaient destinées à aider les trois pays concernés à avoir une vision commune sur l'implication des femmes dans la prévention des conflits. Demander pardon n'est pas mauvais en soi.

Cependant, généralement, cette demande intervient à la fin d'un acte répréhensible, regrettable, avec une volonté manifeste de ne plus recommencer. Le pardon indique que l'on tourne une page pour entamer une autre qui marque aussi une ère nouvelle. Dans le cas de la RDC, il n'est pas décent, surtout pour les auteurs de violences sexuelles de demander pardon à ce stade pour la simple raison qu'il n'est un secret pour personne que les femmes continuent à être violées régulièrement et massivement dans ce pays. Non seulement par des rebelles et de simples citoyens mais aussi par ceux qui sont censés les protéger, c'est-à-dire les militaires de l'armée nationale et les éléments de la police.

Au cours d'une récente rencontre avec la presse, le porte- parole intérimaire de la mission de l'ONU en RDC, Touré Penanimi a rappelé que «environ 200 000 Congolaises ont été violées au cours de 12 dernières années de guerre dans ce pays. » Et au cours des trois derniers mois de 2011, 120 autres plaintes pour viol ont été signalées dans le pays. Ce qui constitue une augmentation du nombre de cas. Si les filles et femmes violées par des membres de leurs familles brisaient aussi le silence, ce nombre prendrait des proportions épidémiques.

Quand le mal persiste, il n'est pas décent de demander pardon, surtout quand un être humain a été persécuté dans sa chair et humilié. Quand le vice- premier ministre Bulupy demande aux hommes de passer du simple verbe à l'action sur le terrain et préconise la mise en place de stratégies à court, moyen et long termes par le biais d'un travail organisé et des objectifs clairs, il ne dit absolument rien qui vaille la peine d'être pris en compte. En lieu et place des hommes, il devrait parler du gouvernement, des résolutions ou des engagements pris par l'exécutif pour mettre un terme à ce fléau qui s'éternise dans notre pays. Car les stratégies à court, moyen et long termes qu'il dit attendre ont d'ores et déjà dû être recommandées par d'autres structures.

Au début de février s'est ouvert devant la Cour militaire du Sud- Kivu, le procès de 11 soldats des forces armées de la RDC, accusés de viols et d'autres violations des droits de l'Homme commis les 1er et 2 janvier 2011. Ce procès se tient grâce à l'appui logistique de la mission de paix des Nations Unies (MONUSCO). N'eut été l'appui logistique de cette instance des Nations Unies, ce procès n'aurait pas lieu. En lieu et place de la MONUSCO, le gouvernement devrait en faire autant et poursuivre tous ceux qui sont en train de violer des Congolaises ici et là. Liens Pertinents Afrique Centrale Droits de l'Homme Femmes et Genre Congo-Kinshasa Organisations Internationales Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé que l'organisation non-gouvernementale Solidarités Internationales a rapporté une rupture dans la prise en charge des victimes de violences sexuelles dans un centre de santé de Boga.

Cette situation ne permet pas la prise en charge sur place et oblige les victimes à se déplacer sur plusieurs kilomètres avec les risques de s'exposer aux exactions des hommes armés sur la route. » Le gouvernement congolais devrait faire en sorte que de telles ruptures n'interviennent pas de façon à soulager un tant soit peu la souffrance des victimes des violences sexuelles. Souvent, ce sont les organisations non-gouvernementales internationales seules qui se battent pour éviter de telles ruptures. Comme quoi, le gouvernement congolais doit prendre le taureau par les cornes s'il veut éradiquer les violences sexuelles à travers le pays. Le temps est à l'action et plus à la demande de pardon.

<http://fr.allafrica.com/stories/201104050423.html>